

## LE PRINTEMPS ARABE DIT PAR OBAMA ET VU PAR BRUXELLES

## Europe, les dictatures tu ne soutiendras plus !

«*La répression échouera, les tyrans tomberont (...) nous avons beaucoup de raisons d'espérer (...)*». **Le discours sur le Printemps arabe d'Obama a été scrupuleusement et attentivement suivi et écouté à Bruxelles.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'Union européenne entretient avec les USA concernant le monde arabe des rapports ambigus, tantôt de solidarité, tantôt de méfiance, allant même jusqu'à la défiance, parfois (Israël, Irak).

Sur les changements en cours au Moyen, Proche-Orient et au Maghreb, l'Amérique d'Obama a plusieurs longueurs d'avance sur l'Europe, c'est certain.

Le jasmin de Tunis et le Tahrir du Caire ont montré à la face du monde des «States» à l'écoute des

peuples, sourds aux chantages des dictateurs et prêts à en découdre avec les forces armées tunisiennes et égyptiennes si ces dernières étaient tentées par l'irrépressible besoin de répression. Il n'en a rien été, heureusement. Les dynasties Ben Ali et Moubarak sont tombées comme des fruits non pas mûrs, comme l'écrivent certains, mais pourris. L'arbre de la répression et de la corruption qui les soutenait les rejeta avec insolence.

Obama n'a pas eu de geste de compassion envers le pharaon des temps modernes, pas un mot de



Photo : DR

clémence ou de pitié envers l'empereur déchu de Carthage. Le Printemps arabe pouvait continuer son œuvre salvatrice, ses vents de mai et ses parfums magnifiques, encensant, jusqu'à présent, l'espace arabe. Un supposé l'être.

Bruxelles, pourtant, n'a pas trop été au «parfum» de

ce printemps. Dépassée à Tunis, attentiste au Caire, silencieuse pour Sanaâ, elle ne leva le ton que contre Tripoli, sous couvert de résolution onusienne et de la force de l'Otan. Est-ce, sera-ce suffisant pour arrimer, convenablement, le Vieux Continent à la nouvelle carte de ce monde qui se dessine

sous nos yeux ? Pas sûr. Les USA, la Chine, et à d'autres degrés moindres des puissances émergentes (Brésil, Afrique du Sud, Turquie) et un revenant, la Russie, semblent vouloir et pouvoir dépecer l'Europe dans le monde arabe.

Depuis quelque temps, l'Union européenne, à tra-

vers ses démembrements — les Etats souverains — tente un repositionnement forcé, en détresse (la France en Algérie, l'Italie en Libye, l'Allemagne en Tunisie) mais la tendance est dure à s'inverser. Elle l'est d'autant plus que Bruxelles-Europe est revenu à ses vieux démons dont les soutiens aux dictateurs ne sont pas les moindres.

L'Europe «oualat lahlasha» comme on dit chez nous. D'où, c'est certain, les messages clairs, précis, sans ambages adressés par Obama. «La répression échouera, les tyrans tomberont.»

Le président des Etats-Unis s'adressait tant aux dirigeants arabes qu'à ceux parmi les Européens qui soutiennent les derniers dictateurs.

Bruxelles finira par se ranger du côté du plus juste. Ou du plus fort. Pour le moment, il y a convergence des deux.

A. M.

## ADDIS-ABEBA

## Sommet extraordinaire de l'UA sur la Libye la semaine prochaine

L'Union africaine tiendra un sommet extraordinaire consacré notamment au conflit en Libye, mercredi et jeudi prochains, à son siège d'Addis Abeba, a annoncé hier l'organisation continentale. «Le sommet sera l'occasion d'examiner la situation en Libye, sur la base du travail que mène le comité ad hoc de haut niveau de l'UA sur la Libye, et d'autres situations de conflit (en Afrique), aux fins d'articuler des réponses collectives africaines en vue de leur règlement rapide», a annoncé l'organisation dans un communiqué.

Le gouvernement libyen avait sollicité le mois dernier auprès de l'UA la tenue d'un tel sommet extraordinaire, afin, selon le ministre libyen des Affaires étrangères, Abdelati Obeidi, de permettre «à notre continent de mobiliser ses capacités pour faire face aux forces extérieures qui nous agressent». L'UA a manifesté de plus en plus ouvertement ces dernières semaines ses réserves à l'égard des bombardements menés par l'Otan contre les installations militaires et les infrastructures du régime du colonel Mouammar Kadhafi, sur la base de la résolution 1973 votée par l'ONU.

«Nous (l'Union africaine) ne sommes pas très écoutés et nous voyons que la résolution 1973 de l'ONU qui concernait l'humanitaire, qui est basée sur la responsabilité de protéger les populations civiles (...) est pratiquement déjà violée dans l'esprit et la lettre», a ainsi affirmé le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, dans une interview diffusée jeudi par la télévision nationale équato-guinéenne.

Le sommet extraordinaire, prévu mercredi après-midi et jeudi matin, sera organisé dans la foulée d'un sommet Inde-Afrique prévu de longue date à Addis Abeba mardi et mercredi. Une quinzaine de chefs d'Etat africains devaient d'ores et déjà faire le déplacement d'Addis à l'occasion de cette rencontre avec le Premier ministre indien Manmohan Singh.

L'UA a engagé une délicate médiation pour faire accepter par les protagonistes libyens une «feuille de route» prévoyant un cessez-le-feu dans les meilleurs délais, un achèvement de l'aide humanitaire et l'instauration d'une période de transition et de dialogue conduisant à des élections démocratiques.

Le régime de Mouammar Kadhafi, confronté à une rébellion armée depuis la mi-février, a très rapidement accepté les propositions de l'UA, mais le Conseil national de la transition (CNT), au nom des rebelles, a posé comme préalable un départ du colonel Kadhafi et de ses fils.

La dernière réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'UA consacrée à la crise libyenne, le 26 avril à Addis Abeba, avait à ce propos «exhorté les parties libyennes à apporter la coopération nécessaire» et «souligné qu'il ne devait pas y avoir de préalable pour le commencement des

négociations». La rébellion libyenne a accueilli dès le départ avec méfiance la médiation de l'UA, en soulignant les liens étroits et anciens qui unissent cette organisation au colonel Kadhafi, dont il est également l'un des principaux bailleurs de fonds.

Lors de la réunion ministérielle du mois dernier, le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra, avait estimé, pour sa part, que «la situation militaire sur le terrain semblait glisser vers l'impasse» et déploré «les tentatives pour marginaliser une solution africaine à la crise».

## SYRIE

## Une sanglante répression s'abat sur les manifestants

**Les forces du régime syrien ont tiré hier sur des manifestants, tuant cinq civils dont un enfant, au moment où des milliers de personnes défilaient dans plusieurs villes de Syrie pour réclamer la liberté malgré la répression, ont déclaré des témoins.**

Plus de deux mois après le début de la révolte en Syrie, le pouvoir continue d'ignorer les appels internationaux à ne plus essayer de mater le mouvement, y compris celui du président américain Barack Obama, qui a demandé à son homologue syrien Bachar al-Assad de «diriger la transition» ou de partir.

A l'appel de l'opposition pour un «Vendredi de la liberté» et de l'unité nationale, des milliers de personnes ont manifesté à Homs (centre), Deraa (sud), Baniyas (nord-ouest) et dans d'autres villes.

Certains manifestants portaient des branches d'olivier en signe de non-violence, et à Baniyas, des hommes ont défilé torse nu, pour montrer qu'ils n'étaient pas armés, contrairement aux accusations du régime.

«Quatre personnes, dont un enfant, ont été tuées par les forces de sécurité

qui ont tiré pour disperser les manifestations à Homs», l'un des foyers de la contestation, assiégé depuis une dizaine de jours par l'armée, a déclaré un témoin.

Une cinquième personne a péri à Sanamein, dans la province de Deraa,

berceau du mouvement de révolte sans précédent contre le régime baassiste qui dirige le pays d'une main

de fer depuis plus de 50 ans, a indiqué un groupe syrien de défense des droits de l'Homme.

Les restrictions imposées aux médias étrangers par le régime empêchaient toute vérification indépendante sur le terrain.

Les forces de sécurité ont également tiré sur la foule à Baniyas, selon des militants des droits de l'Homme. Aucun bilan n'était disponible dans l'immédiat.

Les manifestations ont touché des secteurs proches d'Alep (nord), deuxième ville du pays, et Damas, jusqu'à présent globalement épargnées par les protestations.

Dans la localité kurde de Aïn Arab, près d'Alep, des centaines d'opposants ont scandé

«Non à la violence, Oui au dialogue» et «Nous ne sommes pas islamistes ni salafistes, nous voulons la liberté», a raconté Radif Moustapha, dirigeant d'une organisation kurde des droits de l'Homme.

«Personne n'appelle à la chute du régime», a-t-il ajouté, tandis qu'en arrière-fond on entendait la rue lancer «azadi, azadi» (liberté en kurde).

Des manifestations ont aussi eu lieu à Douma, près de Damas, ainsi qu'à Hama (centre), Jableh (ouest), Qamishli et dans d'autres



Photo : DR

localités du nord-est. Les manifestants — hommes, femmes et enfants — ont scandé des slogans hostiles au régime et en faveur des libertés, réclamant notamment la levée du siège de villes par l'armée, a ajouté cette ONG.

La page Facebook de «Syrian Revolution 2011», moteur du mouvement, avait appelé la population à manifester après la prière, affirmant que Damas et Alep préparaient «une surprise au régime et aux chabiha», des miliciens accusés de semer la terreur dans les foyers de la contestation.

«Nous n'aurons aucune tolérance envers les forces de sécurité ou les chabiha. Nous ne les laisserons pas nous arrêter», avait-elle insisté.

La répression du mouvement d'opposition a fait depuis le 15 mars au moins 850 morts et entraîné plus de 8 000 arrestations, selon des ONG et l'ONU. Elle a poussé des milliers de

Syriens à prendre le chemin de l'exode. Selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), les autorités libanaises estiment qu'au total environ 4 000 civils, essentiellement des femmes et des enfants, sont passés au Liban.

En une semaine, 1 400 civils ont traversé la frontière avec le Liban pour fuir les «bombardements» de Tall Kalakh, dans l'ouest, a ajouté le HCR.

L'armée syrienne avait annoncé jeudi le début de son retrait de cette ville sunnite où, selon des habitants et des militants, les forces du régime ont commis «des massacres».

D'abord prudents, les Etats-Unis ont haussé le ton cette semaine : «Le peuple syrien a montré son courage en exigeant une transition vers la démocratie», a déclaré M. Obama, au lendemain de l'annonce de sanctions américaines visant M. Assad et six de ses proches collaborateurs.